

Contrôle social 2.0

Emiliano Arpin-Simonetti

Number 776, January–February 2015

Contrôle social 2.0

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/73344ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Arpin-Simonetti, E. (2015). Contrôle social 2.0. *Relations*, (776), 12–13.

Contrôle social 2.0

EMILIANO ARPIN-SIMONETTI

Quiconque utilise Internet aujourd'hui doit s'attendre à ce que ses moindres agissements puissent faire l'objet d'une surveillance continue et en temps réel – particulièrement si cette connexion se fait à partir d'un téléphone mobile. Si nous pouvions déjà le soupçonner, les troublantes révélations d'Edward Snowden sur l'étendue de la surveillance menée sur la Toile par la National Security Agency (NSA) nous l'ont confirmé.

«Et alors? Si on n'a rien à se reprocher, on n'a rien à craindre», rétorqueront bien sûr quelques bonnes âmes – qui par insouciance, qui pour tenter de s'en convaincre. Derrière cette affirmation, c'est pourtant tout le potentiel totalitaire de nos sociétés de la surveillance et du contrôle social qui se profile. Elle trahit en effet la conscience d'être surveillé et le refoulement du malaise que cela provoque. Et c'est précisément dans ce refoulement que s'insinue le pouvoir, instillant la crainte, l'autocensure, la discipline. Conjuguée à l'injonction bien postmoderne d'affirmer son individualité sur tout ce que le Web 2.0 compte de plateformes «participatives», cette dynamique disciplinaire atteint un degré tel dans nos sociétés qu'on semble aujourd'hui nous dire: «dévoilez-vous sans crainte, c'est la preuve que vous n'avez rien à cacher».

Cette exigence quasi absolue de transparence, il est cependant crucial de rappeler que c'est d'abord et avant tout aux personnes qu'elle s'applique; les entreprises et les grands appareils d'État n'y sont pas tenus, sous prétexte de secret industriel, de sécurité nationale, ou de tout autre intérêt soi-disant supérieur. Ce faisant, le contrôle public sur ces instances s'est effrité, tandis que leur pouvoir sur nous s'est accru considérablement, et ce, à la faveur de trois grandes dynamiques.

« L'exercice de la discipline suppose un dispositif qui contraigne par le jeu du regard; un appareil où les techniques qui permettent de voir induisent des effets de pouvoir, et où, en retour, les moyens de coercition rendent clairement visibles ceux sur qui ils s'appliquent. »

MICHEL FOUCAULT, *SURVEILLER ET PUNIR*

Il y a d'abord la mutation de l'économie capitaliste qui, au tournant du XXI^e siècle, a finalement réussi sa colonisation d'Internet, après un premier essai infructueux ayant conduit à l'éclatement de la bulle technologique, à la fin des années 1990. Ces dernières années, les grandes entreprises de la Silicon Valley, comme Google et Facebook, ont été à l'avant-garde de l'appropriation et de la marchandisation de ce que le «réseau des réseaux» produit le plus: des données sur ses utilisateurs.

Dans une économie capitaliste financiarisée, où les rendements reposent sur la prévisibilité des comportements des consommateurs et la recherche du risque zéro, cette nouvelle mine d'or a trouvé un débouché tout désigné. L'analyse de plus en plus poussée de ces montagnes de données personnelles par le moyen d'algorithmes toujours plus sophistiqués permet d'assurer un profilage minutieux des comportements individuels. L'objectif est d'en susciter certains – les bons, c'est-à-dire ceux qui rapportent – notamment au moyen de publicités hyper-ciblées et de programmes de récompenses de tout acabit. C'est ce qu'on appelle communément du «marketing behavioral», qui n'est rien d'autre qu'un instrument de dressage au service de la production capitaliste. Certes, ses effets ne sont peut-être pas aussi directs que le souhaiteraient les entreprises qui y engloutissent des fortunes. Mais son omniprésence dans les moindres recoins de notre quotidien et le raffinement de ses méthodes n'en induisent pas moins une incitation constante à la consommation, présentée comme un moyen de construction de la personnalité.

À cette dynamique redoutable de la nouvelle économie s'en ajoute une autre, non moins implacable: la raison d'État. Les lois antiterroristes adoptées un peu partout en Occident après les attentats du 11 septembre 2001 ont renforcé les prérogatives des services de renseignement dans ces pays, leur permettant d'étendre considérablement la surveillance de leurs populations. Dans notre dossier «Les sirènes de l'insécurité» (n° 679, septembre 2002), nous exposons déjà les risques de dérives associés à ces lois liberticides. Douze ans plus tard, force est de constater que les craintes étaient fondées. C'est notamment le *Patriot Act*, aux États-Unis, qui a ouvert à la NSA l'accès aux bases de données des géants américains du Web et des télécommunications, dont Google, Apple et Facebook, permettant à l'agence d'espionner la quasi-totalité de la population américaine, mettant à profit les outils de profilage développés par l'industrie.



qui nous permettent de veiller –parfois même à leur insu– sur nos proches, ou encore sur notre propriété... avec au fond de nous la béance de savoir qu’aucun de ces instruments ne se substituera jamais au sentiment de confiance partagée que procure une collectivité tissée de liens forts.

Jean-Pierre Rivet,
À perpétuité, 2006,
huile sur papier,
32 x 24 cm

On conçoit dès lors l’ampleur des luttes qui nous attendent si nous espérons regagner ces espaces d’authentique liberté, si précieux et essentiels à une vie collective riche, délestée de la peur constante de ce qui menace notre confort. Délestée, aussi, de la peur d’avoir quelque chose à cacher et du repli sur soi qu’elle provoque.

Plusieurs batailles en ce sens sont déjà amorcées. Les révélations de WikiLeaks et d’Edward Snowden ont ébranlé l’ordre des choses. Le respect de la confidentialité des échanges devient une préoccupation

Cette dérive sécuritaire, qui pérennise l’état d’exception soi-disant au nom de la défense de nos libertés, doit toutefois être comprise dans le cadre plus large de la transformation du rôle de l’État à l’ère néolibérale. Délaissant ses missions sociales, l’État se replie de plus en plus sur ses fonctions policières et sécuritaires pour se faire le grand protecteur du marché. Dans cette optique, les opposants politiques, toujours plus nombreux, sont de plus en plus conçus comme des ennemis à neutraliser plutôt que comme détenteurs d’une parole dissidente mais légitime – ce qu’exige pourtant la démocratie. Dès lors, ceux qui ont « quelque chose à cacher » sont désormais les citoyens qui portent un point de vue allant à l’encontre de l’ordre établi, comme ces écologistes qu’on ose qualifier d’« écoteroristes ».

Dernier facteur –et non le moindre– de cette tempête parfaite qui balaye notre droit à la vie privée: le développement effréné des technologies numériques. Depuis quelques années, cette industrie met entre nos mains une gamme toujours plus vaste d’outils permettant de surveiller son prochain. Caméras de surveillance, GPS, micro-puces: on ne compte plus les gadgets et les applications mobiles

croissante nourrissant de nombreuses initiatives qui visent à redonner aux personnes un contrôle sur leurs données personnelles, à préserver la neutralité du Net, à contrer la surveillance industrielle et policière. Comme le rapportait récemment le journaliste américain Glenn Greenwald, le trafic des données encryptées de bout en bout, empêchant qu’elles soient lues par un tiers en chemin, a presque doublé en Amérique du Nord depuis les révélations sur les programmes de surveillance de la NSA (*The Intercept*, le 19 novembre 2014). En Europe et en Amérique latine, cette augmentation est encore plus marquée.

Qu’elles aient lieu sur le terrain juridique ou sur celui des luttes politiques, de telles initiatives nécessiteront toutefois que la connaissance de la programmation, de l’encryptage ou simplement du fonctionnement du réseau Internet soit plus largement accessible. C’est seulement à ce prix que l’on peut un jour espérer soumettre le développement technologique à un véritable contrôle démocratique, et le soustraire à la fois des mains expertes – pour qui il est devenu un instrument de contrôle social quasi totalitaire – et d’une dynamique industrielle qui nous asservit plutôt qu’elle ne nous libère. ●